

**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2019/641**

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET**  
**DU CONTENTIEUX**

Mutuelle pour le  
Développement à la  
Base (MDB)

C/

Brice s. Igor  
AGUENAWA

**PRESIDENT** : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

**JUGES CONSULAIRES** : **François AKOUTA et Eric ASSOGBA**

**MINISTERE PUBLIC** : **Mario METONOU**

**GREFFIER** : **Hervé ADOUKONOU**

**DEBATS** : Le 30 octobre 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en  
dernier ressort, prononcé le 18 Décembre 2019.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERRESSE** :

**Mutuelle pour le Développement à la Base (MDB)**, ayant  
son siège social sis au lot n°918-919 au quartier dit Sikècodji  
CADMES à Cotonou, agissant aux poursuites et diligences de son  
Directeur en exercice, Monsieur Bignon E. Espérat TOSSA,  
demeurant et domicilié ès-qualités au siège de ladite Mutuelle ;

**OBJET :**  
**Païement**

**D'UNE PART**

**DEFENDEUR**:

**Brice S. Igor AGUENAWA**, Communicateur, de nationalité  
béninoise, demeurant et domicilié au lot n°1307 au quartier dit  
Finagnon Vodjè à Cotonou, maison feu François AGUENAWA ;

**D'AUTRE PART**

## **LE TRIBUNAL**

Suivant contrat en date du 31 décembre 2015, la Mutuelle pour le Développement à la Base (MDB) a consenti un prêt de deux millions (2.000.000) de francs CFA à AGUENAWA Brice S. Igor ;

Au titre du remboursement de ce prêt, la MDB a adressé à son client une sommation de payer par exploit du 21 février 2019, en lui réclamant la somme d'un million quatre cent quatre-vingt-deux mille soixante (1.482.060) FCFA ;

Faute de paiement, elle a attiré AGUENAWA Brice S. Igor, par exploit en date du 23 juillet 2019, devant le tribunal de commerce de Cotonou en sollicitant sa condamnation au paiement de ladite somme en principal ;

Elle demande en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

Devant le tribunal, le défendeur a expliqué qu'il reconnaît devoir 1.341.760 FCFA pour avoir effectué par « *mobile money* » des paiements dont la MDB n'a pas tenu compte ;

Il demande au tribunal d'enjoindre à la MDB de se reporter sur son avaliseur pour obtenir paiement ;

Au subsidiaire, il sollicite un délai de grâce d'un an ;

La MDB fait valoir que AGUENAWA Brice S. Igor n'a pas tenu compte des pénalités relativement au montant qu'il reconnaît ;

Qu'elle s'oppose au délai de grâce ;

## **SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT**

Attendu que l'article 28 alinéa 1<sup>er</sup> de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution*

*volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits » ;*

Attendu que la contestation entre la MDB et AGUENAWA Brice S. Igor porte sur le montant de la créance réclamée ;

Que sur ce point, AGUENAWA Brice S. Igor a versé au dossier un relevé de paiements faits par procédé électronique d'un montant total de quatre-vingt-cinq mille deux cents (85.200) FCFA qu'il échet de prendre en compte ;

Que par déduction de ces paiements de la somme réclamée, AGUENAWA Brice S. Igor reste devoir à la MDB la somme d'un million trois cent quatre-vingt-seize mille huit cent soixante (1.396.860) FCFA ;

Qu'il convient de le condamner au paiement de cette somme ;

Attendu que le défendeur n'a pas mis d'avaliseur en cause, de sorte que la demande y relative ne mérite aucun examen ;

Attendu, en ce qui concerne le délai de grâce, que AGUENAWA Brice S. Igor a justifié sa bonne foi pour le paiement de sa dette ainsi que les difficultés de remboursement ;

Qu'il y a lieu de lui accorder un délai de grâce, mais seulement de six (06) mois, en considération des besoins actuels de recouvrement de sa créance exprimée par la MDB pour faire face à ses propres engagements ;

Attendu, s'agissant de la demande aux fins d'exécution provisoire sur minute, il y a lieu de relever que l'intérêt du présent litige est inférieur

au taux du ressort en matière commerciale qui est de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, de sorte que la présente décision est rendue en dernier ressort et emporte exécution forcée ;

Que la demande d'exécution provisoire est donc superfétatoire ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit la Mutuelle pour le Développement à la Base (MDB) en son action ;

Constate les paiements partiels effectués par AGUENAWA Brice S. Igor en remboursement du crédit octroyé par la Mutuelle pour le Développement à la Base ;

Condamne AGUENAWA Brice S. Igor à payer à la Mutuelle pour le Développement à la Base la somme d'un million trois cent quatre-vingt-seize mille huit cent soixante (1.396.860) FCFA en principal ;

Lui accorde un délai de grâce de six (06) mois à compter de la présente décision ;

Déboute les parties du surplus de leurs demandes ;

Condamne AGUENAWA Brice S. Igor aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**